

qui ont condamné la propriété publique autrefois! Le gouvernement fait de son mieux pour abattre les sociétés de la Couronne.

Des voix: Bravo!

M. Argue: On crie: bravo! Le gouvernement a fait de son mieux pour abattre Radio-Canada ainsi qu'Air-Canada, et pour compromettre les sociétés de la Couronne qui ont servi l'intérêt du peuple canadien.

Une voix: La Banque du Canada!

M. Argue: «La Banque du Canada», comme dit quelqu'un, défraie la chronique. C'est un nouvel exemple de l'ingérence du gouvernement dans l'activité des institutions publiques.

Nous estimons qu'il est non seulement souhaitable, mais nécessaire d'augmenter la responsabilité ou la propriété publique. Je le répète, le gouvernement devrait envisager d'intéresser davantage le public dans le domaine des produits pharmaceutiques et celui de la fabrication des machines agricoles. Cela ne veut pas dire qu'il nationaliserait ces entreprises... (*Exclamations*)... Les députés s'exclament. Il faudrait que le gouvernement fédéral investisse des fonds soit seul, soit en collaboration avec le secteur privé ou de concert avec les coopératives pour développer ces domaines très importants. La *Canadian Co-operative Implements Limited* n'avait pas les moyens financiers de racheter les actions de la *Cockshutt* quand on le lui a offert, après la guerre; il aurait bien mieux valu que le gouvernement fédéral d'alors offrit de s'associer d'une manière ou d'une autre à cette organisation coopérative pour étendre la fabrication de machines agricoles en faisant de cette industrie une coopérative où le public et les cultivateurs consommateurs auraient été intéressés. Il y a eu une enquête sur la fabrication des machines agricoles. Certains d'entre nous ont présenté des recommandations, mais tant que le gouvernement fédéral n'agira pas directement, les prix de ces machines continueront de monter.

Le premier ministre s'est fait le grand avocat du canadianisme. En parlant de canadianisme au peuple canadien, il a touché la corde sensible. Il me semble qu'il est temps que nous nous lancions dans un programme national de mise en valeur dans l'intérêt véritable des Canadiens.

J'estime qu'il faudrait prendre des mesures pour faire disparaître cet énorme déficit des échanges avec les États-Unis qui signifie, de fait, qu'en échange pour des millions de dollars d'importations, le Canada cède des lots de plus en plus importants de ses ressources naturelles et de son industrie à ces capitalistes d'outre-frontière. Au lieu de favoriser l'expansion d'entreprises appartenant à des Canadiens, nous faisons tout le contraire, nous

reculons. L'industrie de fabrication canadienne est contrôlée par l'étranger dans une proportion de 51 p. 100; les trois quarts de l'industrie pétrolière appartiennent à des sociétés étrangères et cela s'applique aussi à 97 p. 100 de l'industrie de l'automobile et à 98 p. 100 de l'industrie du caoutchouc.

Il est temps, d'après nous, de mettre en œuvre un programme de mise en valeur de nos ressources et de rapatrier nos industries. Le Canada ne sera jamais entièrement indépendant sur le plan international, il n'aura jamais le respect des autres pays dans les affaires internationales, tant que nous n'aurons pas prouvé que notre politique tend à développer le pays pour le plus grand bien des Canadiens et à empêcher qu'une part de plus en plus importante de notre pays passe aux mains des étrangers et soit administrée par eux. Certes, nul ne saurait prétendre que, dans un pays aussi riche que le nôtre, on ne puisse trouver le genre de capitaux de placement nécessaires pour créer des emplois, pour assurer que les industries appartiennent à des intérêts canadiens.

Monsieur le président, le gouvernement actuel, du seul fait que la présente session est la plus longue de notre histoire, a prouvé son ineptie. A mon avis, le gouvernement a atteint son point le plus bas depuis les dernières élections, pour ce qui est de l'appui dont il bénéficie de la part de la population. A notre avis, la population devrait pouvoir envisager un véritable choix, c'est-à-dire entre la mauvaise administration, la libre entreprise, telle que le gouvernement la définit, et un programme de mise en valeur et d'expansion, fondé sur des institutions démocratiques dont la régie serait assurée par les Canadiens eux-mêmes.

L'hon. M. Martin: Monsieur le président, puis-je poser une question à l'honorable député? N'est-il pas d'avis que le discours qu'il vient de prononcer est beaucoup plus habile que tout ce qu'aurait pu dire dans ce sens M. Thomas Douglas?

M. Argue: Monsieur le président, j'accueillerais avec plaisir l'occasion, dans n'importe quelle partie du pays, de permettre à la population de faire son choix; voilà ma réponse à la question de l'honorable député.

M. Howard: Monsieur le président, avant le...

Une voix: Êtes-vous candidat également?

M. Howard: Je le serai peut-être bientôt, selon la date éventuelle du «tôt ou tard».

Une voix: C'est pour plus tard.

M. Howard: L'honorable député d'Assiniboia a évoqué la déclaration que le premier ministre a faite il y a quelques mois, selon